

# MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU DEVELOPPEMENT



**Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique**



*La quête permanente  
de l'excellence*

**RENCONTRE AVEC LES EMETTEURS  
DU MARCHE DES TITRES PUBLICS DE L'UEMOA**

=====

**Présenté par :**

**Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique**



Direction Générale du  
Trésor et de La  
Comptabilité Publique



*La quête permanente  
de l'excellence*

## **PLAN DE LA PRESENTATION**

**Introduction**

**I. Situation macroéconomique: Bilan 2019 et perspectives 2020-2022**

**II. L'or, facteur de résilience**

**III. Stratégie d'endettement 2020-2022**

**IV. Bilan et le programme indicatif des émissions 2020**

**Conclusion**

# Introduction



## BREF APERCU DU PAYS

Population:  
**19 632 147 habitants**  
(source: INSD, 2017)

Superficie :  
**274 200 Km<sup>2</sup>**

Langue officielle : **Français**  
Monnaie : **Franc CFA (XOF)**

Capital: **Ouagadougou**



**Régime  
présidentiel**

**45,2% de la population a  
moins de 15 ans**

PIB Nominal 2017: **7 593,5  
milliards FCFA**  
Une économie basée sur  
**l'Agriculture, l'industrie extractive  
et le Commerce**

PIB réel par habitant 2017 : **256 804  
FCFA**

Taux d'endettement en 2017 : **38% du PIB**  
Déficit budgétaire en 2017 : **5,8% du PIB**



## INTRODUCTION

- **L'année 2020 correspond à la dernière année de mise en œuvre du Plan National de Développement Economique et Social (PNDES) 2016-2020.** Ce plan a pour objectif global de transformer structurellement l'économie burkinabè, pour une croissance forte, durable, résiliente, inclusive, créatrice d'emplois décents pour tous et induisant l'amélioration du bien-être social. Ainsi, cette année devrait donc marquer la consécration et l'intensification des investissements en lien avec la matrice des réformes stratégiques et des investissements structurants du PNDES.
- L'émission des titres publics sur le marché sous régional constitue a n'en point douter l'un des principaux instruments de financement de l'économie à côté des autres sources de financement.
- Depuis la suppression des avances statutaires de la BCEAO, le Burkina Faso a recours aux émissions de titres publics, tant sur le marché monétaire que financier.

# **I / Situation macro économique : bilan 2019 et perspectives**



## I. Situation macroéconomique: bilan 2019 et perspectives 1/4

### Bilan

- Ces dernières années, les indicateurs de l'économie burkinabè ont enregistré une évolution relativement satisfaisante.
- Sur la période 2016-2018, l'activité économique au Burkina Faso s'est déroulée dans un contexte national relativement difficile. En effet, la situation socioéconomique a été marquée par la recurrence des attaques terroriste, des revendications sociales dans le secteur public et le début de la mise en œuvre du PNDES (2016-2020).
- Malgré ce contexte, l'économie burkinabè s'est montrée résiliente et s'est inscrite dans une accélération de sa croissance qui est ressortie à 5,9% en 2016 après 3,9% en 2015. En 2017 et 2018, l'activité économique a poursuivi son accélération avec respectivement des taux croissances du PIB de 6,3% et 6,8% en lien avec l'intensification des investissements dans le cadre de la mise en œuvre du PNDES, la pluviosité relativement favorable et le boom minier.



## I. Situation macroéconomique: bilan 2019 et perspectives 2/4

### Bilan

- En 2019, l'activité économique connaîtrait un léger fléchissement avec un taux de croissance du PIB réel qui ressortirait à 6,0%. Ce fléchissement s'expliquerait une campagne agricole jugée globalement passable dans la plupart des localités et l'impact de la crise sécuritaire dans les régions du Nord et l'Est, frontalières du Mali et du Niger.
- S'agissant de l'inflation, elle a été globalement contenue dans la norme communautaire de 3% maximum sur la période 2016-2018 et resterait maîtrisée.



## I. Situation macroéconomique: bilan 2019 et perspectives 3/4

Libellés	2019
Taux de croissance du PIB réel (en %)	6
Taux de pression fiscale (en %)	17,9
Taux d'inflation	< 3%
Taux d'endettement (encours dette /PIB)	43,7%
Recettes totales et dons (en milliards FCFA)	2 101,0
Recettes fiscales (en milliards FCFA)	1 526,0
Dépenses totales (en milliards de FCFA)	2 359,3
Dépenses d'investissement financée sur ressources propres(en milliards de FCFA)	741,0
Exportations B&S (en milliards FCFA)	2 132,8
Importations B&S (en milliards FCFA)	2 218,8



## I. Situation macroéconomique: bilan 2019 et perspectives 4/4

### Perspectives

- ✓ Le taux de croissance ressortirait à 6,4% en 2020 et 6,3% en 2021 et 2022;
- ✓ L'inflation devrait être maintenue à 1,9% en 2020, 2,4% en 2021 et 2,6% en 2022;
- ✓ Le ratio d'endettement resterait en dessous de la norme communautaire de 70%, soit 43,4% en 2020 et 2021 et 43,6% en 2022;
- ✓ Les dépenses totales s'établiraient à 2 498,8 milliards de FCFA, 2 553,1 milliards de FCFA et 2 774,0 milliards de FCFA respectivement en 2020, 2021 et 2022,
- ✓ Les recettes totales et dons atteindraient 2 217,3 milliards de FCFA en 2020, 2 244,3 milliards de FCFA EN 2021 et 2 446,1 milliards de FCFA en 2022.

## **II / L 'OR, FACTEUR DE RESILIENCE**



## ETAT DES LIEUX DU SECTEUR MINIER DU BURKINA FASO 1/3

- ✓ Dans le but de renforcer l'impact du secteur des mines et des carrières dans l'économie nationale pour en faire un véritable levier de développement économique et social, SEM le Président du Faso a dédié un Ministère plein aux mines et carrières depuis le 20 février 2017.
- ✓ La vision du Gouvernement dans le domaine des mines et des carrières est : « à l'horizon 2026, le secteur des mines et des carrières est compétitif et constitue un levier de développement socio-économique durable du Burkina Faso ». L'objectif stratégique est : « développer un secteur industriel et artisanal compétitif, à forte valeur ajoutée et créateur d'emplois décents ».
- ✓ En vue de mettre en œuvre cette vision du Gouvernement en matière de mines et carrières, de nouvelles structures spécialisées ont été créées et sont en cours d'opérationnalisation, le cadre législatif et réglementaire a été revu avec l'adoption de nouvelles lois et leurs textes d'application. L'objectif visé étant de renforcer la gouvernance dans les mines et ainsi optimiser l'impact des mines dans l'économie.



## ETAT DES LIEUX DU SECTEUR MINIER DU BURKINA FASO 2/3

1. **Au niveau institutionnel**, en vue d'améliorer les capacités d'intervention et la gouvernance du secteur, de nouvelles structures ont été créées :
  2. a. le Secrétariat Permanent de la Commission Nationale des Mines (SP/CNM), chargé de la promotion de la bonne gouvernance et du développement durable du secteur des mines et des carrières ;
  3. b. le Secrétariat Permanent de la Semaine des Activités Minières d'Afrique de l'Ouest (SP SAMA O), chargé de la promotion du secteur minier ;
  4. c. l'Inspection des Mines (IM), qui assure le contrôle technique de toute la chaîne de valeur de l'activité minière industrielle ;
  5. d. la Direction Générale des Carrières (DGC), chargée de la conception, de l'élaboration, de la coordination et de l'application de la politique du ministère dans le domaine des substances de carrières.
6. De plus, les capacités opérationnelles de la Brigade Nationale Anti-Fraude de l'or et de l'Agence Nationale d'Encadrement des Exploitations Minières Artisanales et Semi-mécanisées (ANEEMAS) ont été renforcées. Le cadastre minier modernisé et le système d'information géologique et minière restructuré du BUMIGEB ont été mis en ligne en 2018.



## ETAT DES LIEUX DU SECTEUR MINIER DU BURKINA FASO 3/3

1. **Au niveau législatif et réglementaire**, des textes renforçant la compétitivité et la gouvernance et impliquant davantage les populations riveraines en vue d'une gestion plus apaisée des ressources minières ont été adoptés.
2. Ainsi, outre l'adoption du Code minier en 2015, deux lois portant respectivement sur « la commercialisation de l'or et des autres substances précieuses » et « fixation du régime des substances explosives à usage civil au Burkina Faso » ont également été adoptés en 2017.
3. En vue de leur mise en œuvre effective, seize (16) décrets et dix huit (18) arrêtés ont été adoptés tandis que cinq (05) décrets et sept (05) arrêtés sont en cours d'adoption. Plus spécifiquement l'année 2018, huit (8) décrets et quatorze (14) arrêtés ont été adoptés.



## DYNAMISME DU SECTEUR MINIER DU BURKINA 1/4

En 2018, le secteur minier a été marqué par l'entrée en production de la mine d'or de SEMAFO BOUNGOU, portant à 05 le nombre de mines entrées en production entre 2016 et 2018 et à 13 le nombre de mines industrielles en exploitation (12 mines d'or et une mine de zinc). A cela s'ajoutent le lancement des travaux de construction de la mine de WAHGNION et le démarrage de celui de SANBRADO.

1. La vitalité du secteur minier a été confortée par :
  2. - la modernisation du cadastre minier avec sa mise en ligne le 18 juin 2018 ;
  3. - le suivi-contrôle des activités et des infrastructures des mines et des carrières ;
  4. - l'amélioration du cadre réglementaire par la finalisation de textes réglementaires du Fonds minier de développement local (FMDL) et l'adoption de textes d'application de la loi portant organisation de la commercialisation de l'or et des autres substances précieuses au Burkina Faso et celle portant fixation du régime des substances explosives à usage civil ;
  5. - la conduite d'activités de promotion minière à travers l'organisation de la Semaine des activités minières d'Afrique de l'Ouest (SAMAO), du 1er Forum national de l'artisanat minier et de la 1ère Conférence annuelle des mines ;
  6. - la mise en ligne des données géologiques et minières du pays par le Bureau des mines et de la géologie du Burkina (BUMIGEB).



## DYNAMISME DU SECTEUR MINIER DU BURKINA 2/4

1. Le dynamisme du secteur minier burkinabè est perceptible au nombre de permis miniers attribués, qui est passé de moins de 10 permis en 1993 à 632 titres miniers et autorisations valides au 31 décembre 2016 selon les chiffres de l'ITIE dont 430 permis de recherche, 19 permis d'exploitation industrielle de grandes mines, 34 permis d'exploitation semi-mécanisée d'or, 84 autorisations d'exploitation artisanale et 65 autorisations d'exploitation des substances de carrières.
2. Par ailleurs, les réformes conduites sont porteuses de performances. En effet, la production d'or connaît une progression importante durant ces cinq dernières années :
3. **32 tonnes en 2014; 32,5 tonnes en 2015; 38, 5 tonnes en 2016; 45,6 tonnes en 2017 et 52, 622 tonnes en 2018.** Pour 2019, l'ambition est de franchir la barre symbolique des 60 tonnes.
4. La contribution du secteur à la formation des équilibres macro-économiques est importante en 2018 : 262,67 milliards de contribution aux recettes budgétaires, 1 540 milliards de recettes d'exportation, une contribution de 11,4% à la formation du PIB.
5. La part des industries extractives dans le PIB s'est nettement améliorée, passant de 7,9% en 2015 à 8,3% en 2016 et à 8,5% en 2017. Cette performance s'explique par l'accroissement de la production industrielle d'or de 20,1% en 2017, correspondant à 45,6 tonnes contre un niveau de 36,5 tonnes en 2015.



## DYNAMISME DU SECTEUR MINIER DU BURKINA 3/4

De 2007 à 2017, la contribution directe des mines au budget de l'Etat en termes d'impôts et de taxes a été évaluée à 1.331 milliards de FCFA, pour environ 293 tonnes d'or et 642.205 tonnes de concentrés de zinc produites. La moyenne des contributions sur ces 5 dernières années est de 181,5 milliards de FCFA/an, pour une production moyenne de 36,6 tonnes d'or.

L'activité minière a généré au profit du budget de l'Etat, des recettes directes de 223,259 milliards en 2017 contre 189,983 milliards FCFA en 2016. **Au 31 décembre 2018, la contribution des sociétés minières au budget de l'Etat s'élève à 262,670 milliards F CFA (+17,8%).**

En termes d'emplois, environ 2 500 emplois directs ont été créés par l'industrie minière en 2017, portant le nombre à 9 189 contre 5 500 en 2015. Du côté de l'exploitation artisanale, le nombre d'emplois est estimé en 2017, à plus de 1 200 000.

Les investissements directs étrangers dans le secteur minier sont passés de 1 388,175 milliards de FCFA en 2016 à 1 461,819 milliards de FCFA en 2017.

Depuis 2009, l'or est devenu le premier produit d'exportation du Burkina Faso en termes de recettes d'exportation. En 2017, sa proportion représentait 64,5% de la valeur totale des exportations.



## DYNAMISME DU SECTEUR MINIER DU BURKINA 4/4

**Tableau : récapitulatif des statistiques sur le secteur minier**

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
taux de croissance du PIB	5,8	4,3	3,9	5,9	6,3	6,8	6,0
<b>Evolution du niveau du PIB entre 2013 et 2019 (en milliards de FCFA)</b>							
PIB nominal	5 700,60	5 902,40	6 119,60	6 443,80	7 177,30	7 841,1	8 547,2
<b>Evolution du PIB en valeur pour le secteurs secondaire de 2013 à 2019 (en milliards de FCFA)</b>							
Secteur secondaire	1 107,40	1 211,90	1 170,60	1 204,30	1 308,20	1 368,90	1 618,00
<b>dont Mines</b>	<b>463,30</b>	<b>492,40</b>	<b>455,80</b>	<b>513,10</b>	<b>608,90</b>	<b>659,80</b>	<b>1 042,30</b>
<b>Evolution des composantes des différents secteurs de 2013 à 2017</b>							
Secteur primaire	31,7	31,4	30,3	28,7	28,2		
Secteur secondaire	18,8	19,8	19	18,7	18,2		
<b>dont Mines</b>	<b>7,8</b>	<b>8</b>	<b>7,4</b>	<b>8</b>	<b>8,5</b>		
Secteur tertiaire	38,6	38,8	40,4	41,5	41,9		
<b>Evolution des exportations du Burkina Faso entre 2013 et 2017 (en milliards de FCFA)</b>							
milliards de FCFA	2013	2014	2015	2016	2017		
Exportations CAF		1 362,00	1 400,00	1 571,00	1 758,00		
Dont coton		237	213	198	260		
<b>Dont Or</b>		<b>800</b>	<b>878</b>	<b>1,011</b>	<b>1,179</b>		

Source : INSD, DGEP et BCEAO (pour les exportations)



## PERSPECTIVE POUR LE SECTEUR MINIER DU BURKINA 1/2

En ce qui concerne le secteur des mines, les efforts du Gouvernement viseront à accroître la part des industries extractives dans le PIB. A cet effet, les actions à mener porteront, entre autres, sur :

- ✓ - le maintien du dynamisme de l'activité minière, en lien avec l'entrée en production de la mine de WAHGNION GOLD OPERATIONS SA (2019) et de la mine de SOMISA SA (2021)
- l'augmentation du montant moyen des investissements locaux réalisés par l'industrie minière ainsi que le nombre d'emplois directs et indirects créés ;
- ✓ - l'octroi de permis d'exploitation de nouvelles mines ;
- ✓ - l'achèvement de l'élaboration des textes d'application du code minier et de la loi portant commercialisation de l'or et des autres substances précieuses ;
- ✓ - la formalisation de la gestion des sites d'exploitation artisanale ;
- ✓ - la réalisation d'une étude de faisabilité sur l'installation des sites pilotes de traitement de minerai ;



## PERSPECTIVE POUR LE SECTEUR MINIER AU BURKINA 2/2

- la poursuite de la mise en place d'un projet d'appui à l'administration des mines ;
- ✓ - la poursuite de la réalisation des cartes de substances utiles des régions du pays ;
- ✓ - l'équipement du service géologique national en moyens humains matériels et techniques capables d'effectuer des sondages miniers profonds, des analyses géochimiques et des levées géophysiques sur le territoire national ;
- ✓ - l'organisation des éditions de la SAMAO ;
- ✓ - l'opérationnalisation du pôle minier du sahel,...



## conclusion

1. Au cours des dix dernières années, de nombreux partenaires techniques se sont intéressés au secteur minier en s'y impliquant à travers de multiples actions. A ce titre, on peut citer entre autres : La Banque mondiale qui a financé plusieurs projets d'appui au secteur dont (a) le PRECAGEME de 1998 à 2004 ; (b) le PACDE (composante mines) de 2008 à 2011 et (c) le PADSEM depuis 2012 ; le PNUD; L'Union Européenne ;Le Fonds monétaire international (FMI) ; L'UNICEF; L'Ambassade du Canada ; L'Ambassade de France,...
2. La multiplicité de ces acteurs et la diversité de leurs actions dénotent de l'importance accordée au secteur minier dans le développement économique et social du pays. Par ailleurs, le pays occupe le cinquième rang des producteurs d'or du continent après l'Afrique du Sud, le Ghana, le Soudan et le Mali.
3. Aussi, grâce aux performances ci-dessus décrites, le Burkina Faso fait partie aujourd'hui des pays d'Afrique à fort potentiel minier qui peut encore être renforcé si les efforts et les appuis nécessaires aux services techniques concernés continuent à être consentis
- 4.

# **III / Stratégie de gestion de la dette à moyen terme (SDMT) 2020 - 2022**



## III. Stratégie de gestion de la dette à moyen terme 2020-2022 1/4

### III.1 Définition des objectifs de la gestion de la dette et champ d'application de la stratégie à moyen terme

L'objectif de la gestion de la dette publique demeure la satisfaction des besoins de financement de l'Etat tout en lui permettant de faire face à ses obligations de paiement au moindre coût possible, en maintenant les risques à un niveau satisfaisant et en réalisant les autres objectifs des Autorités, notamment le développement des marchés financiers.

La présente SDMT traduit la volonté du Gouvernement de parvenir à une gestion optimale de la dette, conforme aux standards internationaux. Elle constitue un plan d'endettement dont la mise en œuvre contribuera à atteindre les objectifs assignés à la gestion de la dette. Elle est également un document de plaidoyer auprès des PTF.

La stratégie d'endettement, qui a un horizon temporel de 3 ans: 2020-2022, couvre:

- la dette totale de l'administration centrale (dette extérieure et dette intérieure) ;
- la dette extérieure des démembrements de l'Etat ;
- la dette publiquement garantie par l'Etat (dette extérieure et dette intérieure).



### III. Stratégie de gestion de la dette à moyen terme 2020-2022 2/4

#### III.2 description du portefeuille de la dette existante

- A fin 2019, l'encours provisoire de la dette publique est projeté à environ 3 738,68 milliards de FCFA, soit 43,7% du PIB, avec, pour la première fois, une très légère prédominance de la dette intérieure. Il se compose de 1 863,763 milliards de FCFA de dette extérieure et 1 874 926,0 milliards de FCFA de dette intérieure, soit respectivement 49,85% et 50,15% du stock total..
- Le service de la dette publique au titre de l'année 2019 est projeté à 284,19 milliards de FCFA contre 256,03 milliards de FCFA au 31 décembre 2018, soit une hausse de 11%.



## III. Stratégie de gestion de la dette à moyen terme 2020-2022 3/4

### III.3 Stratégie retenue

- privilégie un endettement concessionnel concessionnel sur les trois ans de la stratégie. Toutefois, , en complément, des financement non concessionnels seront recherchés.
- La poursuite du recours au marché monétaire et financiers comme ressources d'appoint. Toutefois, s'eventuera à rallonger la maturité des ses instruments la dette.

		2019		2022
<b>Coût de la dette</b>	Intérêts en % du PIB	1,4		<b>1,36</b>
	Taux d'intérêt moyen en %	3,3		<b>3,26</b>
<b>Risques de refinancement</b>	Maturité Moyenne du portefeuille de la dette totale (années)	8,5		<b>13,62</b>
	Dette arrivant à échéance en une année (% du total)	17,9		<b>7,0</b>
	Dette arrivant à échéance en une année (% du PIB)	7,9		<b>3,09</b>



### III. Stratégie de gestion de la dette à moyen terme 2020-2022 4/4

#### III.4 Plan de financement 2020

- Le besoin de financement en 2020 a été estimé à **942,47 milliards de FCFA** et se décompose comme suit:
  - - **déficit budgétaire: 268,7**
  - - **Réfinancement de la dette: 673,72 milliards** (y compris le montant des Bons du Trésor qui enjambent 2020).
- Ce montant correspond au plafond d'endettement de l'année 2020.

<b>Instruments</b>	<b>Montant (milliards FCFA)</b>	<b>Part relative (%)</b>
Dette extérieure	471,239	50,00%
Dette intérieure	461,810	49,00%
BOAD	9,425	1,00%
<b>Total Dette publique</b>	<b>942,47</b>	<b>100,00%</b>

## **IV / Bilan et programme d'émissions 2020**



### IV.1 Bilan des émissions des bons et obligations du Trésor

De 2002 au 31 décembre 2019 la situation des émissions se présente comme suit :

#### BONS DU TRESOR EMIS PAR ADJUDICATION

- Cent (100) émissions de bons du Trésor, avec une moyenne annuelle de 5 émissions et un taux moyen de couverture du montant mis en adjudication par souscription de près de 103% pour un montant mobilisé **de 2 464 milliards de FCFA.**
- la fréquence des émissions s'est amplifiée depuis 2016, d'une moyenne annuelle de 4 émissions avant 2016, on est passée à 8 émissions en 2016 et à près de 12 émissions à partir de 2017, les émissions se font mensuellement



### IV.1 Bilan des émissions des bons et obligations du Trésor

- Les maturités des Bons du Trésor varient entre 3 mois et 2 ans.
- Taux enregistré : : Les taux proposés (marginaux et moyens pondérés) sont de 5,5% pour des maturités de 3 mois, 6 mois et 1 an sans distinction.



### IV.1 Bilan des émissions des bons et obligations du Trésor

- OBLIGATIONS DU TRÉSOR PAR ADJUDICATION : quarante (40) émissions d'obligations du Trésor par voie d'adjudication avec le concours de la BCEAO et de l'Agence UMOA-Titres pour un montant mobilisé de 993,750 milliards de FCFA avec des taux proposés variant entre 6 et 7% selon les maturités (5 à 10 ans) pour un montant mis en adjudication d'environ 1128 milliards.
- Obligations du Trésor par Appel Public à l'épargne : neuf (09) émissions d'emprunts obligataires par appel public à l'épargne en 2003, 2011, 2013, deux en 2017, deux en 2018 et deux en 2019 sur le marché financier sous régional. Ces émissions ont permis de mobiliser à 776,27 milliards de FCFA sur un montant sollicité de 565 milliards de FCFA, soit un taux de couverture de **139,22%**.



## IV. Bilan et programme d'émissions 2020

4/10

Il convient de noter que depuis son intervention sur les marchés financier et monétaire en 2002, l'Etat du Burkina Faso a toujours honoré ses engagements, et cela est reconnu de tous, y compris des partenaires techniques et financiers qui d'ailleurs saluent les efforts du gouvernement en matière de respect de ses engagements.

Pour ce qui concerne la qualité de la signature, le Burkina Faso se fait noter régulièrement par l'Agence de notation américaine Standard & Poor's. La note souveraine (B/B) a été attribuée au Burkina aussi bien en 2018 qu'en 2019. Cette note est assortie d'une perspective stable.

Au niveau sous régional, le Burkina Faso a accepté de se faire noter par l'Agence de Notation WARA avec l'appui de l'Agence UMOA-Titres en 2018.



### IV.2 Programme d'émission 2020

En 2020, le programme des émissions prévoit 700 milliards au titre des bons et obligations du Trésor :

- 335 milliards de bons du Trésor, soit 47,85% du volume total prévu ;
- 365 milliards d'obligations du Trésor, soit 52,15% des montants à mobiliser sur le marché régional dont 180 milliards par APE.

Concernant la structure des titres à émettre , le montant est réparti entre :

- 13 émissions de bons du Trésor ;
- 11 émissions d'obligations du Trésor dont deux par APE.



### IV.2 Programme d'émission 2020

**Le programme d'émission 2020 à tenu compte:**

- › des objectifs poursuivis par le PNDES;
- › de la Loi de Finances exercice 2020;
- › de la stratégie d'endettement du Burkina Faso;
- › du plan de trésorerie de l'Etat.



## PROGRAMME D'EMISSIONS 2020 (Premier trimestre) 7/10

N°	Date	Type	Montant (Milliards F CFA)	Coupon
1	08-janv.-20	BAT_1A	25	
2	22-janv.-20	OAT_3A_IF	20	6,15%
3	12-févr.-20	OAT_3A_IF	20	6,15%
4	26-févr.-20	BAT_6M	30	
5	04-mars.-20	APE_8A_2A différé	80	6,50%
6	25-mars-20	BAT_1A	25	
<b>TOTAL</b>			<b>200</b>	



## PROGRAMME D'EMISSIONS 2020 (Deuxième trimestre) 8/10

N°	Date	Type	Montant (Milliards F CFA)	Coupon
1	08-avr-20	OAT_5A_IF	15	6,25%
		BAT_3M	15	
2	15-avr-20	OAT_5A_IF	15	6,25%
		BAT_1A	20	
3	06-mai-20	OAT_5A_IF	15	6,25%
		OAT_3A_IF	10	6,15%
4	20-mai-20	BAT_6M	15	
		BAT_1A	15	
5	01-juin-20	APE_8A_2A différé	80	6,15%
6	03-juin-20	BAT_1A	20	
7	17-juin-20	BAT-6M	20	
<b>Total</b>			<b>240</b>	



## PROGRAMME D'EMISSIONS 2020 (Troisième trimestre) 9/10

N°	Date	Type	Montant (Milliards F CFA)	Coupon
1	01-juil.-20	OAT_3A_IF	25	6,15%
2	15-juil.-20	BAT_1A	25	
3	05-août-20	<b>OAT_3A_IF</b>	25	6,15%
4	19-août-20	BAT_1A	25	
5	01-sept.-20	OAT_3A_IF	20	6,15%
6	16-sept.-20	BAT_1A	25	
<b>TOTAL</b>			<b>145</b>	



## PROGRAMME D'EMISSIONS 2020 (Quatrième trimestre) 10/10

N°	Date	Type	Montant (Milliards F CFA)	Coupon
1	07-oct.-20	BAT_1A	25	
2	21-oct.-20	OAT_7A_IF	20	6,40%
3	04-nov.-20	BAT_1A	25	
4	18-nov.-20	OAT_3A_IF	20	6,15%
5	02-déc.-20	BAT_1A	<b>25</b>	6,15%
<b>Montant Total</b>			<b>115</b>	

# Conclusion



En conclusion, il convient de rappeler que le pays dispose d'un référentiel de développement socioéconomique, le Plan National de Développement Economique et Social (PNDES). Ce référentiel comporte un ensemble de projets structurants, prêts à être mis en œuvre dans la perspective de l'atteinte des objectifs de développement du pays. Sur la base de ce référentiel, il a été adopté une stratégie d'endettement qui a retenu plusieurs sources de financement, dont les marchés monétaire et financier

De l'expérience du Burkina Faso sur le marché, on peut retenir:

- une confiance renouvelée des investisseurs et autres partenaires ;
- un respect des échéances de remboursement ;
- un respect des principes et exigences des politiques économiques et financières.

Aussi, avant de terminer, je voudrais vous inviter à souscrire massivement aux émissions des titres publics du Burkina Faso, gage d'investissement utile et rentable.



**MERCI POUR  
VOTRE ATTENTION.**